

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1979 B 07866
Numéro SIREN : 950 039 065
Nom ou dénomination : RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 01/06/2021 sous le numéro de dépôt 38359



20210383592020

DATE DEPOT : 01/06/2021

N° DE DEPOT : 38359

N° GESTION : 1979B07866

N° SIREN : 950039065

DENOMINATION : RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT

ADRESSE : 140 boulevard malesherbes 75017 Paris

MILLESIME : 2020

EXTRAIT

RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 1 659 042 euros
Siège social : 140, boulevard Malesherbes - 75017 PARIS
950 039 065 RCS PARIS

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 19 AVRIL 2021**

PROPOSITION DE LA RESOLUTION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2020

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du président, approuve sa proposition et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 1.426.150 € de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice :	1.426.150 €
	+
Report à nouveau antérieur	8.556.714 €

Pour former un bénéfice distribuable	9.982.864 €
	-
A titre de dividendes soit 9,22 € par action	850.000 €

Le solde	9.132.864 €
Affecté en totalité au compte « report à nouveau » Qui s'élève ainsi à	9.132.864 €

Compte tenu de cette affectation, au 31 août 2020, les capitaux propres de la société sont de ~~10.986.678 €~~.

Vote de l'Assemblée Générale du 19 AVRIL 2021 :
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CERTIFIE CONFORME

LE DIRECTEUR GENERAL
SAS THOMAS LEGRAIN CONSEIL
Représentée par son président Thomas LEGRAIN

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Comptes annuels déposés le :
01 JUN 2021
Sous le No : 38359 MB

2

RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 1 659 042 euros
Siège social : 140, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS
950 039 065 RCS PARIS

RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre société durant l'exercice clos le 31 août 2020 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE

1.1. Situation et évolution de l'activité de la société au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2020, l'activité de la société a été satisfaisante malgré un chiffre d'affaires en baisse de -5,31%.

- le 14 mai 2020, la société a changé de dénomination pour devenir RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT,
- 31 août 2020, la société RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT a acquis la marque « IEFT » cédée par la société COMPETENCES MANAGEMENT ET ENTREPRENEURIAT avec effet à compter du 1^{er} septembre 2020, pour un montant de 250.000 € HT

1.2. Evènements survenus depuis la clôture de l'exercice

Nous vous rappelons que depuis le 31 août 2020, date de clôture de l'exercice, il est à signaler les évènements suivants :

- le 21 septembre 2020, par décision de président, Monsieur Roger SERRE, il a été créé un comité de capacité ;
- le 5 octobre 2020, Monsieur Roger SERRE, a démissionné de son mandat de président de la société avec effet, à compter du 8 octobre 20 ;
- le 8 octobre 2020, l'assemblée générale a décidé de :
 - o de nommer, en qualité de président de la société, pour une durée illimitée, la SAS COMMUNICATION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL, représentée par son président Monsieur Roger SERRE,
 - o Modifier les articles 5 - *Durée*, 12 - *Préemption*, 13 - *Agrément*, 20 – *Président de la société* et 25 – *Décisions collectives* des statuts, afin de prolonger la durée de la société, aménager les procédures de préemption et agrément, et intégrer les dispositions relatives au comité de capacité.

- Le 22 janvier 2021, par actes sous seing privé, la société RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT a consenti :
 - o Un abandon de créance d'un montant total de 405.800 € détenue à l'encontre de l'association ADMS.
 - o Un abandon de créance d'un montant de 10.849 € détenue à l'encontre de la société CDE.

1.3. Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous informons que la société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

1.4. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Les objectifs pour l'exercice ouvert le 1^{er} septembre 2020 sont de poursuivre la stratégie définie pour le développement de la société.

1.5. Informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice écoulé, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs et des créances clients se décompose, par date d'échéance, comme suit :

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Dividendes	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts - avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
CDE SARL - 40221234400053 1-3 rue Lullé - 75002 PARIS	8 000 -10 183	100	8 000		-218
COMPETENCES M&E SA - 380319558000: 20 bis Jardins Boiekléu - 92800 Puteaux	10 000 -28 412	99,98	325 004		24 213 268 388
FOCORA SA - 38842697500040 47 rue M.Berthel - 69258 Lyon	10 000 -1 513 378	99,18	581 237		45 089 21 216
COMPETENCES C&I SARL - 42072056700 20 bis Jardins Boiekléu - 92800 Puteaux	127 200 281 707	95,72	1 469 222 1 469 222		25 610 899 645 476
IDRAC Développement -40282166400040 1-3 rue Lullé -75002 Paris	8 000 4 137 161	70	5 336 5 336		1 087 379 931 335
IHEDREA SARL - 349810499000054 20 bis Jardins Boiekléu - 92800 Puteaux	8 000 -657 501	99,8	13 705		382 131 52 791
COMPETENCES PRO SARL - 3896175640 20 bis Jardins Boiekléu - 92800 Puteaux	37 344 -158 491	99,99	82 142	116 910	1 189 792 72 998
Pro Alterna SARL - 39913469100134 20 bis Jardins Boiekléu - 92800 Puteaux	150 000 2 706 392	100	150 000 150 000		15 568 421 812 600
SCI Ile de BEAULIEU - (31.12.2019) 1-3 rue LULLI - 75002 PARIS	1 000 -302 349	70	700 700		1 068 308 15 755
EDTA SORNAS SA (31.12.2019) 7-11, Avenue des Chasseurs 75017 PARIS	65 128 -583 344	100	45 000		792 599 -116 212
CIEFA SA - (31.08.2020) 12 rue Alexandre Parodi - 75010 Paris	1 492 512 4 894 068	20,33	715 698 715 698		22 732 250 1 858 971
SCI des CHASSEURS - (31.12.2019) 7-11, Avenue des Chasseurs 75017 PARIS	7 638 1 664 062	33,33	2 546 2 546		774 120 565 924

2.2. Prise de participation ou prise de contrôle

Nous vous signalons que notre Société n'a pris aucune participation au cours de l'exercice écoulé.

3. RESULTATS - AFFECTATION

3.1. Examen des comptes et résultats

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles et méthodes d'établissement des comptes annuels sont identiques à celles retenues pour les exercices précédents.

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2020, le chiffre d'affaires s'est élevé à 9.267.245 € contre 9.786.978 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -5,31%.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à 1.639.726 € contre 1.700.327 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -3,56%, et celui des reprises sur amortissement s'élève à 356.029 € contre 291.744 €.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 4.664.798 € contre 4.871.306 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -4,23%.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 165.799 € contre 271.212 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -38,86%.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 2.728.009 € contre 2.858.096 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -4,55%.

Le montant des cotisations sociales et avantages sociaux s'élève à 1.121.677 € contre 1.302.764 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -13,90%.

L'effectif salarié moyen s'élève à 30 contre 35 pour l'exercice précédent.

Le montant des dotations d'exploitation s'élève à 262.447 € contre 287.840 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -8,57%.

Le montant des autres charges s'élève à 464.942 € contre 327.115 € pour l'exercice précédent, soit une variation de 42,13%.

Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 9.407.675 € contre 9.918.337 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -5,14%.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à 1.855.325 € contre 1.860.714 € pour l'exercice précédent, soit une variation de plus de -0,28%.

Compte tenu d'un résultat financier positif de 10.610 € (contre 992.372 € pour l'exercice précédent), le résultat courant avant impôts s'élève pour l'exercice à 1.865.936 € contre 2.853.086 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -34,59%.

Après prise en compte :

- d'un résultat exceptionnel de 639.635 € contre 481.593 € pour l'exercice précédent,

- d'un impôt sur les sociétés de 1.079.421 € contre 980.980 € pour l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 1.426.150 € contre 2.353.699 € pour l'exercice précédent, soit une variation de -39,40%.

3.2. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de l'exercice de 1.426.150 €.

m

Nous vous proposons de bien vouloir approuver l'affectation du bénéfice de l'exercice de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice :	1.426.150 €
	+
Report à nouveau antérieur	8.556.714 €
	<hr/>
Pour former un bénéfice distribuable	9.982.864 €
	-
A titre de dividendes	850.000 €
soit 9,22 € par action	<hr/>
Le solde	9.132.864 €
Affecté en totalité au compte « report à nouveau »	
Qui s'élèverait ainsi à	9.132.864 €

Compte tenu de cette affectation, au 31 août 2020, les capitaux propres de la société seraient de **10.986.678 €**.

Nous vous rappelons que la société RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT continue de soutenir financièrement certaines de ses filiales en se portant notamment garante de la totalité de leurs engagements.

3.3.Dividende

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants.

			Dividende total	Dividende par part	Dividende éligible à réfaction
Exercice	clos	le	700.000 €	3,79 €	Sans objet
31/08/2017					
Exercice	clos	le	700.000 €	7,59 €	Sans objet
31/08/2018					
Exercice	clos	le	700.000 €	7,59 €	Sans objet
31/08/2019					

3.4. Dépenses non déductibles fiscalement

Dépenses somptuaires : Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non admises dans les charges déductibles du résultat fiscal visées à l'article 39-4 dudit code.

Réintégration des frais généraux : Nous vous informons, conformément aux dispositions de l'article 223 quinquies du code général des impôts, que nous n'avons pas réintégré de frais généraux visés à l'article 39-5 dudit code pour la détermination du résultat fiscal et représentant des amortissements excédentaires.

3.5. Tableau des résultats

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices est le suivant :

RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT 140 bd Malesherbes 75017 PARIS 17E		Résultat des 5 derniers exercices					Déclaration au 31/08/2020	
Date d'arrêté	31/08/2020	31/08/2019	31/08/2018	31/08/2017	31/08/2016			
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12			
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE								
Capital social	1 659 042	1 659 042	1 659 042	1 659 042	1 659 042			
Nombre d'actions								
- ordinaires	92 169	92 169	92 169	92 169	92 169			
- à dividende prioritaire								
Nombre maximum d'actions à créer								
- par conversion d'obligations								
- par droit de souscription								
OPERATIONS ET RESULTATS								
Chiffre d'affaires hors taxes	9 287 248	9 786 979	9 475 928	8 674 087	7 858 146			
Résultat avant impôt, participation, dot, amortissements et provisions	2 315 405	2 728 189	1 781 598	1 435 204	566 148			
Impôts sur les bénéfices	1 079 422	980 980	312 741					
Participation des salariés								
Dot. Amortissements et provisions	-190 167	-608 421	-63 064	136 658	53 451			
Résultat net	1 428 150	2 353 700	1 531 922	1 268 546	512 698			
Résultat distribué								
RESULTAT PAR ACTION								
Résultat après impôt, participation, avant dot, amortissements, provisions	13,41	18,96	15,94	15,25	6,14			
Résultat après impôt, participation dot, amortissements et provisions	15,47	25,54	16,62	13,76	5,58			
Dividende attribué	0	0	0	0	0			
PERSONNEL								
Effectif moyen des salariés	34		33	37	31			
Masse salariale	2 728 010	2 858 097	2 641 177	2 586 443	2 788 530			
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	1 121 678	1 302 764	1 219 874	1 208 703	1 223 075			

4. CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous rappelons qu'au cours de l'exercice écoulé, notre société a conclu la convention règlementée visée par l'article L.227-10 du code de commerce ci-après :

- A compter du 1^{er} octobre 2019, les honoraires de la société THOMAS LEGRAIN CONSEIL, en qualité de directeur général de la société Réseau C&D se sont élevés à 311.667 HT ;
 - o **Personne concernée :**
 - Monsieur Thomas LEGRAIN, en qualité de :
 - Président de la société THOMAS LEGRAIN CONSEIL, laquelle assure les fonctions de directeur général de la société Réseau C&D,
 - Actionnaire de la société Réseau C&D
 - Membre du conseil de gouvernance de la société Réseau C&D

- le 31 août 2020, par acte sous seing privé, la société COMPETENCES MANAGEMENT ET ENTREPRENEURIAT a cédé sa marque « IEFT » à la société Réseau C&D pour un montant de 250.000 € HT, avec effet à compter du 1^{er} septembre 2020.
 - o **Personnes concernées :**
 - Monsieur Roger SERRE, en qualité de :
 - Président de la société COMMUNICATION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL, laquelle assure les fonctions de président de la société Réseau C&D,
 - Président de la société COMPETENCES MANAGEMENT ET ENTREPRENEURIAT
 - Monsieur Thomas LEGRAIN, en qualité de :
 - Président de la société THOMAS LEGRAIN CONSEIL, laquelle assure les fonctions de directeur général de la société Réseau C&D,
 - Directeur Général de la société COMPETENCES MANAGEMENT ET ENTREPRENEURIAT

4.1. PRESENTATION DU NOUVEAU CONTRAT D'ASSISTANCE ET CONSEIL (NOUVELLE CLE DE REPARTITION : « HEURES GROUPE DE FORMATION »

Nous vous rappelons que les administrateurs concernés sont : Messieurs Roger SERRE, Thomas LEGRAIN, Marc CASTAGNET, Philip PECHAYRE et François KIMMEL, qui sont selon le cas à la fois membres du conseil de gouvernance de la société Réseau C&D et membres du conseil d'administration de l'association concernée.

Un projet de modification de la rémunération du contrat d'assistance et conseil conclu par la société réseau C&D avec les différentes entités de son réseau est présenté.

Depuis le 1^{er} septembre 2015, la rémunération forfaitaire des prestations de la société Réseau C&D est calculée selon une clé « *effectif d'apprenants inscrits* » sur la base d'un barème prévisionnel. Ce barème pouvait être réajusté et réévalué chaque année.

Cette clé ne permet pas de prendre en compte certains apprenants (cycles courts de formation, notamment en formation professionnelle, effectifs non-inscrits au 31 décembre ...).

Afin que le contrat soit plus équitable, il a été revu afin que la rémunération forfaitaire des prestations de la société Réseau C&D soit désormais calculée proportionnellement au nombre d'« heures/groupes » de formation produites. Ainsi, tous les apprenants inscrits sont pris en compte.

A la fin de chaque année académique, en cas de variation significative de l'activité et dans une mesure qui ne pourra excéder 10% de la base prévisionnelle, une régularisation pourra être effectuée.

Sous réserve de son approbation par les entités concernées, ce contrat d'assistance et conseil entrerait en vigueur au début de l'exercice social en cours, soit le 1^{er} septembre 2020.

5. ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

5.1. Présidence et Direction Générale de la société

Nous vous rappelons que la société est représentée pour une durée illimitée par :

- Sa présidence, assurée par la SAS COMMUNICATION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL, elle-même représentée par son président, Monsieur Roger SERRE, Président,
- Sa direction générale, assurée par la SAS THOMAS LEGRAIN CONSEIL, elle-même représentée par son président, Monsieur Thomas LEGRAIN,

Nous vous rappelons que Monsieur Thomas LEGRAIN, en sa qualité de représentant légal de la société THOMAS LEGRAIN CONSEIL, siège au conseil de gouvernance, en qualité de membre de droit.

Ces informations n'appellent pas de délibération de votre part.

5.2. Les commissaires aux comptes

Nous vous rappelons également que :

- Les mandats des co-commissaires aux comptes titulaires, la société ATRIOM et suppléant, la société DELEX, prendront fin à l'issue de la présente assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2020.

Nous vous proposons de renouveler le mandat du co-commissaire aux comptes titulaire, la société ATRIOM pour six nouveaux exercices.

Compte tenu de la radiation du co-commissaire aux comptes suppléant, la société DELEX, du registre de commerce et des sociétés, et en application des dispositions de l'article L823-1 du code de commerce, aux termes desquels la désignation d'un commissaire aux comptes suppléant ne s'impose que si le commissaire aux comptes titulaire est une personne physique ou une société unipersonnelle, nous vous proposons de ne pas nommer de co-commissaire aux comptes suppléant.

- Les mandats des co-commissaires aux comptes titulaires, la société KPMG SA et suppléant, la société SALUSTRO REYDEL, prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 août 2021.

Cette dernière information n'appelle pas de délibération de votre part.

6. AUTORISATION DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES.

Nous vous signalons les engagements suivants :

RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT 140 bd Malesherbes 75017 PARIS 17E		Engagements financiers donnés et reçus					Déclaration au 31/03/2020
Engagements donnés							
Catégories d'engagements	Total	Au profit de					
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	
Apport en Fond social ILERI	18 294					18 294	
Abandon créances FOCORA 2009	142 181				142 181		
Nantissement titres SCI Beaufieu	700				700		
Caution solidaire SCI CASSIN	2 413 919					2 413 919	
Cautions solidaires sur prêts :							
- IDRAC SARL	33 702				33 702		
- EPSI ASSO	246 571					246 571	
- IFAG ASSO	46 711					46 711	
- AIPF	438 489					438 489	
Caution solidaire sur SCI Beaufieu	13 560 000				13 560 000		
TOTAL	16 900 567				13 736 543	3 163 924	
Engagements reçus							
Catégories d'engagements	Total	Accordés par					
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	

Nous vous informons également des soutiens financiers apportés par la société à certaines de ses filiales (COMPETENCES MANAGEMENT ET ENTREPRENEURIAT SAS, FOCORA SAS, IHEDREA SARL, COMPETENCES PRO SARL) et l'association IFEIP.

7. CONSEQUENCES CRISE SANITAIRE (COVID-19)

Nous vous informons que malgré la crise économique mondiale liée au Covid-19, l'activité 2020 de la société Réseau Compétences et Développement n'a pas été impactée de manière significative.

La rentrée 2020 a été satisfaisante, notamment grâce au plan de soutien à l'apprentissage mis en place par le gouvernement.

Pour l'exercice 2019-2020, les principales mesures prises au sein de nos filiales ont été le passage des cours en mode distanciel qui a permis la continuité du service, l'émargement de l'apprenant par un système dématérialisé et le renforcement des solutions d'animation et de digital Learning notamment: Teams, Become, Moodle, et le recours au télétravail.

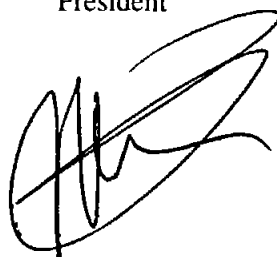
La société Réseau Compétences et Développement a bénéficié de mesures gouvernementales limitées :

- Report des échéances d'emprunt d'avril à septembre 2020 pour :
 - o 13.476 € du prêt de 80 074 € souscrit en 2018 auprès de la BFCC.

Nous vous invitons, après la lecture des rapports présentés par les commissaires aux comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Fait à PARIS
Le 10 mars 2020

SAS CDS, président
Roger SERRE
Président

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'RS', enclosed within a large, loopy circular flourish.

RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT

140 Boulevard Malesherbes

75017 PARIS 17E

Comptes au 31/08/2020

COPIE CERTIFIEE CONFORME
A L'ORIGINAL



Thomas LEGRAIN
représentant de Thomas Legrain Gaseil SAS
Directeur Général

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Annexes	8
Règles et méthodes comptables	9
Faits marquants	12
Autres notes annexes	14

Informations sur Bilan & Compte de résultat

Immobilisations	16
Amortissements	17
Provisions et dépréciations	18
Créances et dettes	19
Eléments relevant de plusieurs postes de bilan	20
Fonds Commercial	21
Composition du capital social	22
Variation des capitaux propres	23
Charges à payer	24
Charges et produits constatés d'avance	25
Produits à recevoir	26
Ventilation du chiffre d'affaires	27
Charges et produits exceptionnels	28

Engagements Financiers , Autres informations

Effectif moyen	30
Engagements financiers donnés et reçus	31
Périmètre de consolidation du groupe C&D	32
Filiales (>à 50%) et Participations (10 à 50%)	33
Résultat des 5 derniers exercices	34

Rubriques	Montant Brut	Amort/Prov.	31/08/2020	31/08/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 706 864	866 738	840 125	595 517
Fonds commercial	30 489		30 489	30 489
Autres immobilisations incorporelles	14 111	14 111		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	331 380	256 427	74 953	2 513
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	963 241	779 944	183 296	98 974
Immobilisations en cours	20 878		20 878	56 327
Avances et acomptes	19 845		19 845	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	3 395 206	1 035 088	2 360 118	2 343 928
Créances rattachées à des participations	2 542 865	1 854 880	687 985	566 910
Autres titres immobilisés	157 105		157 105	
Prêts	1 387 009		1 387 009	1 983 111
Autres immobilisations financières	208 118	21 591	186 526	185 722
ACTIF IMMOBILISE	10 777 116	4 828 782	5 948 334	5 863 494
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	765 287		765 287	179 859
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	7 277 376	479 887	6 797 489	8 658 062
Autres créances	1 687 007	248 579	1 438 427	2 202 935
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	123 448		123 448	123 448
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 815 546		1 815 546	1 623 443
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	542 058		542 058	421 733
ACTIF CIRCULANT	12 210 723	728 466	11 482 257	13 209 483
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	22 987 840	5 557 249	17 430 591	19 072 977

Rubriques	31/08/2020	31/08/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 1 659 042)	1 659 042	1 659 042
Primes d'émission, de fusion, d'apport	5 296	5 296
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	189 475	189 475
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	8 556 714	6 903 014
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 426 150	2 353 699
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	11 836 678	11 110 527
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	539 687	1 078 709
Provisions pour charges	136 248	145 087
PROVISIONS	675 936	1 223 797
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	343 210	455 946
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	46 171	55 314
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	31 685	233
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 209 694	1 596 684
Dettes fiscales et sociales	2 263 552	4 337 443
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		273 457
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	23 662	19 572
DETTES	4 917 977	6 738 652
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	17 430 591	19 072 977

Rubriques	France	Exportation	31/08/2020	31/08/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 267 245		9 267 245	9 786 978
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	9 267 245		9 267 245	9 786 978
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			356 029	291 744
Autres produits			1 639 726	1 700 327
PRODUITS D'EXPLOITATION			11 263 001	11 779 051
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			4 664 798	4 871 306
Impôts, taxes et versements assimilés			165 799	271 212
Salaires et traitements			2 728 009	2 858 096
Charges sociales			1 121 677	1 302 764
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			126 199	113 271
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				153 048
Dotations aux provisions			136 248	21 521
Autres charges			464 942	327 115
CHARGES D'EXPLOITATION			9 407 675	9 918 337
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 855 325	1 860 714
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			443 347	719 740
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			14 523	6 159
Autres intérêts et produits assimilés				1 488
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			291 894	721 023
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			749 766	1 448 411
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			732 625	60 992
Intérêts et charges assimilées			4 685	395 046
Différences négatives de change			1 844	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			739 155	456 039
RESULTAT FINANCIER			10 610	992 372
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 865 936	2 853 086

Rubriques	31/08/2020	31/08/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	39 593	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	175 237	539 304
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	539 022	119 501
PRODUITS EXCEPTIONNELS	753 852	658 806
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	83 281	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	30 935	731
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		176 481
CHARGES EXCEPTIONNELLES	114 217	177 212
RESULTAT EXCEPTIONNEL	639 635	481 593
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 079 421	980 980
TOTAL DES PRODUITS	12 766 620	13 886 269
TOTAL DES CHARGES	11 340 469	11 532 569
BENEFICE OU PERTE	1 426 150	2 353 699

L'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos au 31 août 2020, dont le total est de 17 430 591 Euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 12 766 620 Euros et celui des charges est de 11 340 470 Euros, dégagant un résultat bénéficiaire de 1 426 150 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2019 au 31/08/2020.

Les pages, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (Règlement ANC 2016-07).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Immobilisations incorporelles

Logiciels	3 à 5 ans
-----------	-----------

Immobilisations corporelles

Installations, Agencements et Aménagements	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans
Mobilier de bureau	4 à 5 ans

b) Participations, autres titres immobilisés

Les titres de participations, ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Au titre de l'exercice clos au 31 août 2020, la provision pour dépréciation des titres de participations s'élève à 1 035 088 € et la provision pour dépréciation des créances rattachées s'élève à 1 854 880 Euros.

À la suite de la liquidation judiciaire de l'Institut Supérieur de Management Océan Indien qui a eu lieu le 17 Décembre 2019, le montant des titres de participations sortis s'élève à 1 850 €.

Au cours de l'exercice clos au 31 août 2020, une provision pour dépréciation des titres de participations a été comptabilisée, pour :

- Provision complémentaire sur titres de participations de la société COMPETENCES MANAGEMENT ET ENTREPREUNARIAT (ex EFT SA) pour un montant de 10 000 €.
- Provision complémentaire sur titre de participations de la société FOCORA pour un montant de 10 000 €

Au cours de l'exercice, une reprise de provision de 1 850 € de l'Institut Supérieur de Management Océan Indien pour dépréciation des titres a été comptabilisée.

c) Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

A la clôture de l'exercice au 31 août 2020, aucune dotation pour dépréciation des créances clients n'a été comptabilisée, ainsi qu'une reprise pour dépréciation des créances clients a été comptabilisée pour un montant de 207 418 Euros.

d) Emprunts et intérêts

En date du 20 juillet 2018, un emprunt pour un montant de 80 074 Euros, a été souscrit sur 36 mois au taux de 0,60%, auprès de la banque Crédit Coopératif, afin de financer des investissements.

La Banque a accepté dans le cadre des mesures prises dans la crise sanitaire du Coronavirus, un report de notre prêt d'une durée de 6 mois

- Le solde restant dû à la clôture au 31.08.2020 est de 40 217 Euros.
- Le montant des intérêts versés au titre de l'exercice s'élève à 151 Euros

En date du 08 aout 2018, un emprunt pour un montant de 500 000 Euros a été souscrit sur 60 mois au taux de 1%, auprès de la banque SOCIETE GENERALE, pour restructuration financière.

- Le solde restant dû à la clôture au 31.08.2020 est de 302 994 Euros.
- Le montant des intérêts versés au titre de l'exercice s'élève à 3 567 Euros

e) Autres provisions

A la clôture de l'exercice 2020, aucune dotation aux provisions pour risques et charges a été comptabilisée, ainsi qu'aucune reprise pour dépréciation n'a été comptabilisée, afin de couvrir les risques financiers de certaines filiales.

f) Engagement retraite

La méthode d'évaluation des engagements en matière de retraite est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées, méthode désignée par la norme comptable IAS 19 révisée (norme Européenne) et par la norme FAS87 (norme américaine). La méthode retenue est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant des droits acquis par les salariés au titre des indemnités de fin de carrière a été comptabilisé au 31 août 2020 en provision pour charges pour un montant de 136 248 Euros.

c) Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

a) Intégration Fiscale

La Société Réseau Compétences & Développement SAS et ses six filiales ont opté pour l'exercice clos du 1er septembre 2019 au 31 août 2020 pour l'intégration fiscale.

Les caractéristiques de ce régime sont les suivantes:

- Les charges d'impôt pour les sociétés sont comptabilisées dans les filiales de Réseau Compétences & Développement comme en l'absence d'intégration fiscale. La société mère, Réseau Compétences & Développement, a enregistré le solde de l'impôt sur les sociétés par rapport au résultat d'ensemble.
- L'impôt sur les sociétés pour le groupe d'intégration fiscale au 31/08/2020 s'élève à 1 417 544 €.
- L'impôt sur les sociétés qui aurait été comptabilisé en l'absence d'intégration fiscale est de 700 365 Euro.
- Il n'y a plus de déficits restant à reporter après le 31 août 2020 au titre des exercices antérieurs à la création du groupe Réseau Compétences & Développement
- Les amortissements réputés différés antérieurs à l'entrée dans le périmètre d'intégration fiscale sont nuls.

D'autre part l'avis du Conseil National de la Comptabilité N° 2005-B du 2 mars 2005 indique l'obligation de constater une provision relative à l'économie d'impôts résultant de l'utilisation au niveau du groupe des déficits fiscaux des filiales. Cette provision n'est pas à constater dans le cas où la société mère pourrait démontrer qu'elle n'aura jamais à restituer ces déficits.

La société mère, Réseau Compétences & Développement SAS, n'a constaté aucune provision concernant l'économie d'impôt réalisée dans le cadre de son intégration fiscale par les résultats déficitaires. En effet la société mère, Réseau Compétences & Développement SAS, n'envisage pas la sortie du périmètre de l'intégration fiscale de ses filiales déficitaires.

Le montant global des déficits et amortissements réputés différés des filiales restant au 31 août 2020 est de 3 301 318 Euros et l'économie d'impôt correspondante serait de 924 369 Euros.

b) Faits marquants

La société Réseau Compétences et Développement SAS fait l'objet d'un contrôle fiscal, portant sur les périodes; du 01.01.2012 au 31.08.2014 pour l'ensemble des déclarations fiscales ou opérations susceptibles d'être examinées, et du 01.09.2014 au 31.12.2014 pour les déclarations fiscales relatives à la TVA.

La Commission Départementale des Impôts Directs a demandé dans son avis du 12 octobre 2016 l'abandon de rectifications proposées par l'Administration Fiscale.

Par courrier du 17.01.2017, l'Administration fiscale a maintenu les redressements malgré l'abandon accordé par la Commission Départemental.

A la clôture de l'exercice clos au 31.08.2017, une partie des redressements proposés ont été acceptés.

Au cours de l'exercice clos au 31.08.2018, une garantie à 1^{ère} demande a été constituée auprès du Crédit Coopératif par la société Réseau Compétences et Développement, au bénéfice de l'administration fiscale pour un montant de 623 446 € suite à la mise en recouvrement des sommes relatives aux rectifications ci-dessus mentionnées.

En date du 30.03.2018 la société Réseau Compétences et Développement a introduit une requête auprès du Tribunal Administratif de Paris afin d'obtenir le dégrèvement intégral des impositions qu'elle conteste relatives à l'impôt sur les sociétés réclamées par l'administration fiscale ainsi que les majorations et pénalités correspondantes. A la clôture de l'exercice clos au 31/08/2019 le Tribunal Administratif ne s'est pas encore prononcé sur la requête.

En date du 05.02-2020, l'administrateur général des finances publiques de la direction de contrôle fiscal Île-de-France conclut au rejet de la requête.

Il résulte que c'est à tort que l'administration a remis en cause les provisions en litige, et que la société Réseau Compétences et développement SAS est déchargée des cotisations supplémentaires d'impôt sur les sociétés mises à sa charge, en droits et pénalités au titre de la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 août 2014.

En conséquence l'Etat a versé à la société Réseau Compétences et développement SAS une somme de 1.500 Euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Autres notes de l'annexe

Crise sanitaire due à la COVID 19

Bien que l'économie mondiale traverse une crise économique liée au Covid-19, l'activité 2020 du Réseau Compétences et Développement n'a pas été impactée de manière significative.

La rentrée 2020 a été satisfaisante, notamment grâce au plan de soutien à l'apprentissage mis en place par le gouvernement.

Pour l'exercice 2019-2020, les principales mesures prises dans nos filiales ont été le passage des cours en mode distanciel qui a permis la continuité du service, l'émargement par l'apprenant par système dématérialisé et le renforcement des solutions d'animation et de digital Learning : Teams, Beecome Moodle, et le recours au télétravail.

Réseau Compétences et Développement a bénéficié de mesures gouvernementales limitées :

- report des échéances d'emprunt de avril à septembre 2020 pour :
 - o 13 476 Euros du prêt de 80 074 Euros souscrit en 2018 auprès de la BFCC

Informations sur Bilan & Compte de résultat

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 501 466		256 718
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	281 952		150 827
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	808 158		165 999
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	56 327		12 718
Avances et acomptes			19 845
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 146 438		349 389
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	5 360 076		888 868
Autres titres immobilisés			157 106
Prêts et autres immobilisations financières	2 190 426		4 492
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 550 502		1 050 466
TOTAL GENERAL	10 198 406		1 656 573

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		6 718	1 751 466	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.		101 399	331 381	
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	9 731	1 185	963 241	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	48 167		20 878	
Avances et acomptes			19 845	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	57 898	102 584	1 335 345	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		310 872	5 938 073	
Autres titres immobilisés			157 106	
Prêts et autres immobilisations financières		599 791	1 595 127	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		910 662	7 690 306	
TOTAL GENERAL	57 898	1 019 964	10 777 116	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
-----------	------------------	-----------	----------	----------------

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	805 396	5 391		810 787
--------------------------------------	---------	-------	--	---------

Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	279 439	49 413	72 425	256 428
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	709 184	71 395	634	779 945
Emballages récupérables, divers				

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	988 623	120 808	73 058	1 036 372
-----------------------------	---------	---------	--------	-----------

TOTAL GENERAL	1 794 018	126 199	73 058	1 847 159
----------------------	------------------	----------------	---------------	------------------

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amortisc. exception	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amortisc. exception	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre			
---------------	--	--	--

TOTAL			
--------------	--	--	--

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	145 088	136 248	145 088	136 248
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 078 710		539 022	539 688
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 223 798	136 248	684 110	675 936
Dépréciations immobilisations incorporelles	70 063			70 063
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	1 016 938	20 000	1 850	1 035 088
Dépréciations autres immobilis. financières	1 453 892	712 625	290 045	1 876 472
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	687 305		207 418	479 887
Autres dépréciations	250 397		1 817	248 580
DEPRECIATIONS	3 478 595	732 625	501 130	3 710 090
TOTAL GENERAL	4 702 392	868 874	1 185 240	4 386 026

Dotations et reprises d'exploitation	136 248	354 323
Dotations et reprises financières	732 625	291 895
Dotations et reprises exceptionnelles		539 022

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice



KPMG S.A.
Economie Sociale et Solidaire
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



ATRIOM
3 place des Victoires
75001 Paris

*Réseau Compétences et
Développement SAS*
**Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2020
Réseau Compétences et Développement SAS
140, boulevard Malesherbes - 75017 Paris
Ce rapport contient 36 pages
Référence : ILL-EP-MR-SM



KPMG S.A.
Economie Sociale et Solidaire
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France



ATRIOM
3 place des Victoires
75001 Paris

Réseau Compétences et Développement SAS

Siège social : 140, boulevard Malesherbes - 75017 Paris
Capital social : €. 1 659 042

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2020

A la collectivité des Associés de la Société Réseau Compétences et Développement,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la collectivité des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Réseau Compétences et Développement relatifs à l'exercice clos le 31 août 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2019 à la date d'émission de notre rapport.



Réseau Compétences et Développement SAS
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
12 mars 2021

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les titres de participation et les créances rattachées, dont les montants net figurant au bilan au 31 août 2020 s'établissent respectivement à 2 360 118 € et 687 985 €, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note b des règles et méthodes comptables exposées en annexe. Une provision pour risques et charges complémentaire peut être comptabilisée sur les filiales en cas de risque financier, la provision figurant au passif s'établit à 539 687 €.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des états financiers et des budgets prévisionnels des filiales pour identifier et évaluer les risques potentiels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.



Réseau Compétences et Développement SAS
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
12 mars 2021

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil de Gouvernance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

Réseau Compétences et Développement SAS
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
12 mars 2021

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes,

Paris La Défense, le 12 mars 2021

KPMG S.A.

Isabelle
Le
Loroux

Signature numérique de
Isabelle Le
Loroux
Date : 2021.03.12
09:20:41 +01'00'

Isabelle Le Loroux
Associée

Paris, le 12 mars 2021

ATRIOM

Marc Leclerc
Associé

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/08/2020	31/08/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 706 864	866 738	840 125	595 517
Fonds commercial	30 489		30 489	30 489
Autres immobilisations incorporelles	14 111	14 111		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	331 380	256 427	74 953	2 513
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	963 241	779 944	183 296	98 974
Immobilisations en cours	20 878		20 878	56 327
Avances et acomptes	19 845		19 845	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	3 395 206	1 035 088	2 360 118	2 343 928
Créances rattachées à des participations	2 542 865	1 854 880	687 985	566 910
Autres titres immobilisés	157 105		157 105	
Prêts	1 387 009		1 387 009	1 983 111
Autres immobilisations financières	208 118	21 591	186 526	185 722
ACTIF IMMOBILISE	10 777 116	4 828 782	5 948 334	5 863 494
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	765 287		765 287	179 859
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	7 277 376	479 887	6 797 489	8 658 062
Autres créances	1 687 007	248 579	1 438 427	2 202 935
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	123 448		123 448	123 448
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 815 546		1 815 546	1 623 443
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	542 058		542 058	421 733
ACTIF CIRCULANT	12 210 723	728 466	11 482 257	13 209 483
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	22 987 840	(5 557,249)	(17 430 591)	19 072 977

Rubriques	31/08/2020	31/08/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 1 659 042)	1 659 042	1 659 042
Primes d'émission, de fusion, d'apport	5 296	5 296
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	189 475	189 475
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	8 556 714	6 903 014
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 426 150	2 353 699
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	11 836 678	11 110 527
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	539 687	1 078 709
Provisions pour charges	136 248	145 087
PROVISIONS	675 936	1 223 797
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	343 210	455 946
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	46 171	55 314
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	31 685	233
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 209 694	1 596 684
Dettes fiscales et sociales	2 263 552	4 337 443
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		273 457
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	23 662	19 572
DETTES	4 917 977	6 738 652
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	17 430 591	19 072 977

Rubriques	France	Exportation	31/08/2020	31/08/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	9 267 245		9 267 245	9 786 978
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	9 267 245		9 267 245	9 786 978
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			356 029	291 744
Autres produits			1 639 726	1 700 327
PRODUITS D'EXPLOITATION			11 263 001	11 779 051
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			4 664 798	4 871 306
Impôts, taxes et versements assimilés			165 799	271 212
Salaires et traitements			2 728 009	2 858 096
Charges sociales			1 121 677	1 302 764
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			126 199	113 271
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				153 048
Dotations aux provisions			136 248	21 521
Autres charges			464 942	327 115
CHARGES D'EXPLOITATION			9 407 675	9 918 337
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 855 325	1 860 714
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			443 347	719 740
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			14 523	6 159
Autres intérêts et produits assimilés				1 488
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			291 894	721 023
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			749 766	1 448 411
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			732 625	60 992
Intérêts et charges assimilées			4 685	395 046
Différences négatives de change			1 844	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			739 155	456 039
RESULTAT FINANCIER			10 610	992 372
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 865 936	2 853 086

Rubriques	31/08/2020	31/08/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	39 593	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	175 237	539 304
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	539 022	119 501
PRODUITS EXCEPTIONNELS	753 852	658 806
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	83 281	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	30 935	731
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		176 481
CHARGES EXCEPTIONNELLES	114 217	177 212
RESULTAT EXCEPTIONNEL	639 635	481 593
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 079 421	980 980
TOTAL DES PRODUITS	12 766 620	13 886 269
TOTAL DES CHARGES	11 340 469	11 532 569
BENEFICE OU PERTE	1 426 150	2 353 699

L'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos au 31 août 2020, dont le total est de 17 430 591 Euros, et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 12 766 620 Euros et celui des charges est de 11 340 470 Euros, dégagant un résultat bénéficiaire de 1 426 150 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2019 au 31/08/2020.

Les pages, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (Règlement ANC 2016-07).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- o continuité de l'exploitation,
- o permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- o indépendance des exercices,

Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Immobilisations incorporelles

Logiciels	3 à 5 ans
-----------	-----------

Immobilisations corporelles

Installations, Agencements et Aménagements	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans
Mobilier de bureau	4 à 5 ans

b) Participations, autres titres immobilisés

Les titres de participations, ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Au titre de l'exercice clos au 31 août 2020, la provision pour dépréciation des titres de participations s'élève à 1 035 088 € et la provision pour dépréciation des créances rattachées s'élève à 1 854 880 Euros.

À la suite de la liquidation judiciaire de l'Institut Supérieur de Management Océan Indien qui a eu lieu le 17 Décembre 2019, le montant des titres de participations sortis s'élève à 1 850 €.

Au cours de l'exercice clos au 31 août 2020, une provision pour dépréciation des titres de participations a été comptabilisée, pour :

- Provision complémentaire sur titres de participations de la société COMPETENCES MANAGEMENT ET ENTREPREUNARIAT (ex EFT SA) pour un montant de 10 000 €.
- Provision complémentaire sur titre de participations de la société FOCORA pour un montant de 10 000 €

Au cours de l'exercice, une reprise de provision de 1 850 € de l'Institut Supérieur de Management Océan Indien pour dépréciation des titres a été comptabilisée.

c) Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

A la clôture de l'exercice au 31 août 2020, aucune dotation pour dépréciation des créances clients n'a été comptabilisée, ainsi qu'une reprise pour dépréciation des créances clients a été comptabilisée pour un montant de 207 418 Euros.

d) Emprunts et intérêts

En date du 20 juillet 2018, un emprunt pour un montant de 80 074 Euros, a été souscrit sur 36 mois au taux de 0,60%, auprès de la banque Crédit Coopératif, afin de financer des investissements.

La Banque a accepté dans le cadre des mesures prises dans la crise sanitaire du Coronavirus, un report de notre prêt d'une durée de 6 mois

- Le solde restant dû à la clôture au 31.08.2020 est de 40 217 Euros.
- Le montant des intérêts versés au titre de l'exercice s'élève à 151 Euros

En date du 08 aout 2018, un emprunt pour un montant de 500 000 Euros a été souscrit sur 60 mois au taux de 1%, auprès de la banque SOCIETE GENERALE, pour restructuration financière.

- Le solde restant dû à la clôture au 31.08.2020 est de 302 994 Euros.
- Le montant des intérêts versés au titre de l'exercice s'élève à 3 567 Euros

e) Autres provisions

A la clôture de l'exercice 2020, aucune dotation aux provisions pour risques et charges a été comptabilisée, ainsi qu'aucune reprise pour dépréciation n'a été comptabilisée, afin de couvrir les risques financiers de certaines filiales.

f) Engagement retraite

La méthode d'évaluation des engagements en matière de retraite est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées, méthode désignée par la norme comptable IAS 19 révisée (norme Européenne) et par la norme FAS87 (norme américaine). La méthode retenue est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant des droits acquis par les salariés au titre des indemnités de fin de carrière a été comptabilisé au 31 août 2020 en provision pour charges pour un montant de 136 248 Euros.

c) Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

a) Intégration Fiscale

La Société Réseau Compétences & Développement SAS et ses six filiales ont opté pour l'exercice clos du 1er septembre 2019 au 31 août 2020 pour l'intégration fiscale.

Les caractéristiques de ce régime sont les suivantes:

- Les charges d'impôt pour les sociétés sont comptabilisées dans les filiales de Réseau Compétences & Développement comme en l'absence d'intégration fiscale. La société mère, Réseau Compétences & Développement, a enregistré le solde de l'impôt sur les sociétés par rapport au résultat d'ensemble.
- L'impôt sur les sociétés pour le groupe d'intégration fiscale au 31/08/2020 s'élève à 1 417 544 €.
- L'impôt sur les sociétés qui aurait été comptabilisé en l'absence d'intégration fiscale est de 700 365 Euro.
- Il n'y a plus de déficits restant à reporter après le 31 août 2020 au titre des exercices antérieurs à la création du groupe Réseau Compétences & Développement
- Les amortissements réputés différés antérieurs à l'entrée dans le périmètre d'intégration fiscale sont nuls.

D'autre part l'avis du Conseil National de la Comptabilité N° 2005-B du 2 mars 2005 indique l'obligation de constater une provision relative à l'économie d'impôts résultant de l'utilisation au niveau du groupe des déficits fiscaux des filiales. Cette provision n'est pas à constater dans le cas où la société mère pourrait démontrer qu'elle n'aura jamais à restituer ces déficits.

La société mère, Réseau Compétences & Développement SAS, n'a constaté aucune provision concernant l'économie d'impôt réalisée dans le cadre de son intégration fiscale par les résultats déficitaires. En effet la société mère, Réseau Compétences & Développement SAS, n'envisage pas la sortie du périmètre de l'intégration fiscale de ses filiales déficitaires.

Le montant global des déficits et amortissements réputés différés des filiales restant au 31 août 2020 est de 3 301 318 Euros et l'économie d'impôt correspondante serait de 924 369 Euros.

b) Faits marquants

La société Réseau Compétences et Développement SAS fait l'objet d'un contrôle fiscal, portant sur les périodes, du 01.01.2012 au 31.08.2014 pour l'ensemble des déclarations fiscales ou opérations susceptibles d'être examinées, et du 01.09.2014 au 31.12.2014 pour les déclarations fiscales relatives à la TVA.

La Commission Départementale des Impôts Directs a demandé dans son avis du 12 octobre 2016 l'abandon de rectifications proposées par l'Administration Fiscale.

Par courrier du 17.01.2017, l'Administration fiscale a maintenu les redressements malgré l'abandon accordé par la Commission Départemental.

A la clôture de l'exercice clos au 31.08.2017, une partie des redressements proposés ont été acceptés.

Au cours de l'exercice clos au 31.08.2018, une garantie à 1^{ère} demande a été constituée auprès du Crédit Coopératif par la société Réseau Compétences et Développement, au bénéfice de l'administration fiscale pour un montant de 623 446 € suite à la mise en recouvrement des sommes relatives aux rectifications ci-dessus mentionnées.

En date du 30.03.2018 la société Réseau Compétences et Développement a introduit une requête auprès du Tribunal Administratif de Paris afin d'obtenir le dégrèvement intégral des impositions qu'elle conteste relatives à l'impôt sur les sociétés réclamées par l'administration fiscale ainsi que les majorations et pénalités correspondantes. A la clôture de l'exercice clos au 31/08/2019 le Tribunal Administratif ne s'est pas encore prononcé sur la requête.

En date du 05.02-2020, l'administrateur général des finances publiques de la direction de contrôle fiscal Île-de-France conclut au rejet de la requête.

Il résulte que c'est à tort que l'administration a remis en cause les provisions en litige, et que la société Réseau Compétences et développement SAS est déchargée des cotisations supplémentaires d'impôt sur les sociétés mises à sa charge, en droits et pénalités au titre de la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 août 2014.

En conséquence l'Etat a versé à la société Réseau Compétences et développement SAS une somme de 1.500 €uros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Autres notes de l'annexe

Crise sanitaire due à la COVID 19

Bien que l'économie mondiale traverse une crise économique liée au Covid-19, l'activité 2020 du Réseau Compétences et Développement n'a pas été impactée de manière significative.

La rentrée 2020 a été satisfaisante, notamment grâce au plan de soutien à l'apprentissage mis en place par le gouvernement.

Pour l'exercice 2019-2020, les principales mesures prises dans nos filiales ont été le passage des cours en mode distanciel qui a permis la continuité du service, l'émargement par l'apprenant par système dématérialisé et le renforcement des solutions d'animation et de digital Learning : Teams, Beecome Moodle, et le recours au télétravail.

Réseau Compétences et Développement a bénéficié de mesures gouvernementales limitées :

- report des échéances d'emprunt de avril à septembre 2020 pour :
 - o 13 476 Euros du prêt de 80 074 Euros souscrit en 2018 auprès de la BFCC

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 501 466		256 718
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	281 952		150 827
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	808 158		165 999
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	56 327		12 718
Avances et acomptes			19 845
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 146 438		349 389
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	5 360 076		888 868
Autres titres immobilisés			157 106
Prêts et autres immobilisations financières	2 190 426		4 492
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 550 502		1 050 466
TOTAL GENERAL	10 198 406		1 656 573

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		6 718	1 751 466	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.		101 399	331 381	
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	9 731	1 185	963 241	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	48 167		20 878	
Avances et acomptes			19 845	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	57 898	102 584	1 335 345	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		310 872	5 938 073	
Autres titres immobilisés			157 106	
Prêts et autres immobilisations financières		599 791	1 595 127	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		910 662	7 690 306	
TOTAL GENERAL	57 898	1 019 964	10 777 116	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	805 396	5 391		810 787
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	279 439	49 413	72 425	256 428
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	709 184	71 395	634	779 945
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	988 623	120 808	73 058	1 036 372
TOTAL GENERAL	1 794 018	126 199	73 058	1 847 159

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre				
TOTAL				

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	145 088	136 248	145 088	136 248
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 078 710		539 022	539 688
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 223 798	136 248	684 110	675 936
Dépréciations immobilisations incorporelles	70 063			70 063
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	1 016 938	20 000	1 850	1 035 088
Dépréciations autres immobilis. financières	1 453 892	712 625	290 045	1 876 472
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	687 305		207 418	479 887
Autres dépréciations	250 397		1 817	248 580
DEPRECIATIONS	3 478 595	732 625	501 130	3 710 090
TOTAL GENERAL	4 702 392	868 873	1 185 240	4 386 026

Dotations et reprises d'exploitation	136 248	354 323
Dotations et reprises financières	732 625	291 895
Dotations et reprises exceptionnelles		539 022
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice		

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	2 542 866		2 542 866
Prêts	1 387 009	583 459	803 551
Autres immobilisations financières	208 118		208 118
Clients douteux ou litigieux	499 739		499 739
Autres créances clients	6 777 637	6 777 637	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	7 500	7 500	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 098	2 098	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	16 053	16 053	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	382 569	382 569	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	774 583	774 583	
Débiteurs divers	504 204	504 204	
Charges constatées d'avance	542 058	542 058	
TOTAL GENERAL	13 644 435	9 590 161	4 054 273

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	689
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	596 791
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	343 211	126 761	216 450	
Emprunts et dettes financières divers	46 171	46 171		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 209 695	2 209 695		
Personnel et comptes rattachés	347 106	347 106		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	427 864	427 864		
Etat : impôt sur les bénéfices	160 118	160 118		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 256 296	1 256 296		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	72 169	72 169		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	23 662	23 662		
TOTAL GENERAL	4 886 292	4 669 842	216 450	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	112 321
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	2 662 892	732 314	
Créances rattachées à des participations	2 427 459	115 407	
Prêts	778 362		
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	1 697 106	1 027 080	
Autres créances	1 219		
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 000		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	50 000		

(DECRET 83 - 1020 DU 29 - 11 - 1983 - ARTICLE 19)

NATURE	ACHETES (€)	REEVALUES	RECUS EN APPORT	GLOBAL	DEPRE CIATIONS
FONDS COMMERCIAL en 1994	22 867,35			22 867,35	
FONDS COMMERCIAL IFPE en 2001	7 622,45			7 622,45	
TOTAL	30 489,80			30 489,80	

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	

Actions ordinaires

Actions amorties

Actions à dividende prioritaire sans droit de vote

Actions préférentielles

Parts sociales

92 169

18

Certificats d'investissements

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
--	--	--------------

Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		11 110 528
Distributions sur résultats antérieurs		700 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		10 410 528

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
---------------------------------------	-----------------	----------------

Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		1 426 150

SOLDE 1 426 150

Situation à la clôture de l'exercice		Solde
---	--	--------------

Capitaux propres avant répartition		11 836 678
------------------------------------	--	------------

Compte	Libellé	31/08/2020	31/08/2019	Ecart
16880000	Int.courus sur emprunts hors groupe		415,30	-415,30
40810000	Fournisseurs - FNP	402 928,19	239 285,36	163 642,83
42820000	Personnel - Dettes prov pr CP/RTT	161 062,51	167 125,38	-6 062,85
42830000	Personnel - Prov s/Primes à payer	184 914,00	265 433,00	-80 519,00
42860000	Personnel - Autres charges à payer	137,00	1 184,51	-1 047,51
43820000	Charges sociales sur CP/RTT	70 667,08	77 195,21	-6 528,13
43830000	Prov. CS s/Prime à payer	81 132,00	132 717,00	-51 585,00
43860000	Org sociaux - Autres chges à payer	371,33	371,33	
44860000	Etat - Autres charges à payer	10 771,75	6 031,92	4 739,83
TOTAL		911 985,86	689 768,99	222 216,87
TOTAL GÉNÉRAL		911 985,86	689 768,99	222 216,87

Compte	Libellé	31/08/2020	31/08/2019	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION				
48600000	Charges constatées d'avance	542 058,15	421 733,93	120 324,22
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION		542 058,15	421 733,93	120 324,22
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		542 058,15	421 733,93	120 324,22
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48750000	Produits constatés d'avance Groupe	-23 662,40	-19 572,95	-4 089,45
TOTAL		-23 662,40	-19 572,95	-4 089,45
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-23 662,40	-19 572,95	-4 089,45

Compte	Libellé	31/08/2020	31/08/2019	Ecart
40980000	Fournisseurs RRR - Avoir à recevoir	11 932,58	107 098,22	-95 165,64
TOTAL		11 932,58	107 098,22	-95 165,64
TOTAL GÉNÉRAL		11 932,58	107 098,22	-95 165,64

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
RESILIATION CONTRAT DE PREVOYANCE	28 793	671800
RESILIATION CONTRAT AXA PROTOCOLE	32 000	671800
RESILIATION CONTRAT ARVAL LOCATION VEHICULE	5 043	671800
SORTIE TITRES ISMOI	1 850	675600
URSSAF REDRESSEMENT	12 620	671200
FACTURE FOURNISSEURS NP 2014 2015	4 826	672000
SORITE IMMOB SUITE DEMENAGEMENT LULLI	29 085	675200

TOTAL 114 217

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Remboursement AGEFIPH 2016	29 010	772000
REPRISE PRC IHEDREA	466 025	787500
REPRISE PRC COMPETENCES PRO	72 998	787500
DGFIP INDEMNITES FRAIS IRREPETIBLES	1 500	771800
REPRISE PROV ORGANIC 2015	758	772000
REPRISE TA 2015	8 325	772000
REPRISE PROV IS DGC	175 237	778800

TOTAL 753 853

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Effectifs cadre	23	
Effectifs non cadre	7	
TOTAL	30	

Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Apport en Fond social ILERI	18 294					18 294
Abandon créances FOCORA 2009	142 181				142 181	
Nantissement titres SCI Beaulieu	700				700	
Cautions solidaire SCI CASSIN	2 413 919					2 413 919
Cautions solidaires sur prêts :						
- COMPETENCES C&I	33 702				33 702	
- EPSI ASSO	246 571					246 571
- IFAG ASSO	46 711					46 711
- AIPF	438 489					438 489
Cautions solidaire sur SCI Beaulieu	13 560 000				13 560 000	
TOTAL	16 900 567				13 736 583	3 163 984

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

TOTAL

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

TOTAL

Liste des sociétés consolidées :

- Société-mère consolidante

SOCIETE	N°SIRET
SAS RESEAU COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT	950 039 065 00 111

- Sociétés entrant dans le périmètre de consolidation

SOCIETES	N°SIRET
CDE SARL	402 212 344 000 87
SA COMPETENCES M&E	380 319 558 000 41
SA FOCORA (ex ICL)	388 426 975 000 40
SARL COMPETENCES C&I	420 720 567 001 89
SARL IDRAC DEVELOPPEMENT	402 821 664 000 57
SARL IHEDREA	349 810 499 000 96
SARL COMPETENCES PRO	389 617 564 000 56
SARL PRO ALTERNA	399 134 691 002 58
SCI DE BEAULIEU	818 564 338 000 15
SCI DES CHASSEURS	414 613 943 000 11

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divld. encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
CDE SARL - 40221234400053 1-3 rue Lulli - 75002 PARIS	8 000 -10 183	100	8 000		-218
COMPETENCES M&E SA - 3803195580003 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	10 000 -26 412	99,98	325 004		24 213 266 388
FOCORA SA -38842697500040 47 rue M.Berthet -69258 Lyon	10 000 -1 513 378	99,16	561 237		45 089 21 216
COMPETENCES C&I SARL - 42072056700 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	127 200 281 707	95,72	1 469 222 1 469 222		25 610 999 645 476
IDRAC Développement -40282166400040 1-3 rue Lulli -75002 Paris	8 000 4 137 161	70	5 336 5 336		1 067 379 931 335
IHEDREA SARL - 349810499000054 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	8 000 -657 501	99,8	13 705		382 131 52 791
COMPETENCES PRO SARL - 3896175640 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	37 344 -156 491	99,99	82 142	116 910	1 189 762 72 998
Pro Alterma SARL - 39913469100134 20 bis Jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	150 000 2 706 392	100	150 000 150 000		15 568 421 812 600
SCI Ile de BEAULIEU - (31.12.2019) 1-3 rue LULLI - 75002 PARIS	1 000 -302 349	70	700 700		1 066 308 15 755
EDTA SORNAS SA (31.12.2019) 7-11, Avenue des Chasseurs 75017 PARIS	65 126 -563 344	100	45 000		792 599 -116 212
CIEFA SA - (31.08.2020) 12 rue Alexandre Parodi - 75010 Paris	1 492 512 4 894 068	20,33	715 698 715 698		22 732 250 1 858 971
SCI des CHASSEURS - (31.12.2019) 7-11, Avenue des Chasseurs 75017 PARIS	7 638 1 664 062	33,33	2 546 2 546		774 120 565 924